

La gratuité de l'enseignement à l'Université de Paris en 1719

Auroy-Charnay

L'Étudiant français, novembre 1920

Malgré les protestations émises par les Associations d'étudiants, malgré la vie chère et les difficultés matérielles où se débat la jeunesse universitaire, le Gouvernement se prépare à augmenter le prix des inscriptions dans les Facultés.

Tout le monde reconnaît que l'enseignement, et non seulement l'enseignement supérieur, mais aussi l'enseignement secondaire, est, pour les familles, une charge très lourde à laquelle un petit nombre seul, dans les temps actuels, peut suffire. Et, après cinquante ans de République, nous en sommes toujours à discuter les mêmes projets d'enseignement gratuit.

Il nous a paru curieux, à l'occasion du prochain relèvement des droits universitaires, de rechercher quelle était la situation matérielle des étudiants dans l'ancienne France. Les documents que nous avons retrouvés, et dont l'histoire officielle ne parlera guère, valent la peine d'être cités pour prouver combien l'opinion que se faisaient nos ancêtres du rôle et des conditions de l'enseignement étaient supérieure à celle qui est actuellement acceptée.

Au début du xviii^e siècle, l'Université de Paris, après la fortune extraordinaire qu'elle avait connue, subissait une crise. Son enseignement était de moins en moins suivi, car elle n'était pas assez riche pour rester gratuitement ouverte à tous.

Et, tandis que le collège des Quatre Nations, d'une part, les collèges de Jésuites, de l'autre, recevaient dans toutes leurs classes (et il y en avait neuf, six d'humanité, deux de philosophie, une de mathématiques)

les écoliers sans la moindre rétribution l'Université de Paris devait faire payer les siens.

Aussi le Recteur, M. Demontempuys prit-il le parti de porter ses doléances au Régent du royaume au duc Philippe d'Orléans : « L'Université est peut-être la compagnie la plus vieille du royaume, mais elle est sans contredit la moins riche... Établie dans une grande et puissante ville dont tous les citoyens lui ont été redevables à elle seule pendant plusieurs siècles de l'éducation de leurs enfants, l'Université, continuant sa tâche, conserve encore aujourd'hui le même désintéressement, elle connaît le prix d'une modeste et honnête pauvreté, et quand elle demande à faire valoir le revenu de ses messageries pour gager ses maîtres, elle ne songe pas à les enrichir, elle tend uniquement à décharger le public, à rendre les emplois de littérature libres et indépendants, à ne laisser à ses professeurs d'autre soin que celui de se rendre habiles dans leur profession... à ouvrir plus que jamais les écoles aux pauvres qui souvent sont nécessaires aux enfants des riches pour se donner de l'émulation et attirer sur eux la bénédiction de Dieu. Elle travaille même en cela pour l'honneur de la nation française. » Et d'après le procès-verbal de la séance de la Faculté des Arts du 16 décembre 1716, le Recteur ajoute : « Je fis ce mémoire après avoir fait à M. le Régent l'ouverture d'établir dans l'université l'instruction gratuite, le jour même que j'eus l'honneur de le complimenter sur sa régence le 26 novembre 1715. »

C'est au Recteur Michel Coffin qu'était réservé l'honneur de réaliser une réforme que l'on qualifierait en 1920 de très démocratique. Dès février 1719, en présentant, selon l'usage, un cierge au duc d'Orléans régent, le Recteur de l'Université rappelle les espérances que le Prince avait encouragées :

« Nous ne croyons pas, dit-il, que les difficultés des temps doivent nous faire perdre l'espérance d'une faveur qui ne saurait être à charge à l'État et qui peut se tirer, par les vues supérieures de Votre Altesse Royale, du fonds même et de l'ancien patrimoine de l'Université. »

Après que le régent en eut conféré avec le garde des sceaux d'Argenson, après que les Quatre Nations de la Faculté des Arts se furent mises d'accord avec les commissaires royaux, après que le Conseil d'État en eut délibéré... le Roi signa les lettres patentes consacrant l'ère nouvelle :

1. Était assuré à la Faculté des Arts un revenu d'environ 120 000 livres, pour rétribuer ses maîtres ;
2. À dater du 1^{er} avril 1719, l'instruction de la jeunesse serait donnée gratuitement dans les collèges de plein exercice, sans que, sous quelque prétexte que ce fut, les régents puissent exiger aucuns honoraires de leurs écoliers.

La publication de l'édit royal souleva l'enthousiasme. L'Université de Paris semblait appelée à une nouvelle vie et le jeune Louis XV, ou plutôt le duc d'Orléans, apparut comme son second fondateur. Un *Te Deum* fut chanté dans tous les collèges et deux jours de congé octroyés. L'Université en corps alla remercier le régent et le garde des sceaux :

« Vous avez compris, Monseigneur, que l'éducation de la jeunesse est le premier et le plus solide fondement de la gloire et de la félicité des États, que l'honneur et la liberté sont l'âme des lettres, que pour servir plus utilement le public, dans nos professions, il faut en être indépendant. C'est par des vues si nobles et si élevées, Monseigneur, que vous avez formé le dessein de l'instruction gratuite dans l'Université de Paris. »

L'allégresse générale se prolongea jusqu'à la fin de 1719, et, en décembre, l'illustre Rollin prononça devant l'Université assemblée au cloître des Mathurins son célèbre discours (en récompense duquel il reçut de l'Université 300 livres d'honoraires sur onze caisse de la savante compagnie) : « Si nos écoles, sont ouvertes à la jeunesse, c'est pour que son esprit, cultivé et préparé par les lettres, puise dans leur commerce cette finesse et cette urbanité nécessaires à tous les emplois de la vie. De là, Messieurs ce nom d'humanités donné à l'objet de nos études... »

Rollin exalta les avantages de l'instruction gratuite, dont le premier était à ses yeux d'épargner aux instituteurs de la jeunesse les soucis cuisants et les honteuses démarches que leur coûtait autrefois le salaire exigé des écoliers. L'ordonnance de Louis XV sur l'enseignement gratuit réalisait une amélioration qui devait profiter à la Société toute entière : désormais dix collèges de plein exercice allaient distribuer l'instruction à tous ceux qui se présentaient pour la recevoir et à tous les degrés de la culture intellectuelle : humanités, philosophie, sciences, toutes les connaissances, en somme, devenaient accessibles à quiconque aurait la

vocation, sans qu'il eût à payer les frais de son éducation, ni à justifier de son indigence.

De semblables textes se passeraient de commentaires. Nous les livrons aux méditations de M. Honnorat pour le prier, alors qu'il en est temps encore, de renoncer à une augmentation du prix des inscriptions qui serait désastreuse pour la France.